

<https://www.elcorreo.eu.org/LE-NOUVEL-ACCORD-AVEC-LES-USA-REDEFINIT-LA-DEPENDANCE-ARGENTINE>

LE NOUVEL ACCORD AVEC LES USA REDÉFINIT LA DÉPENDANCE ARGENTINE

- Argentine - Souveraineté -

Date de mise en ligne : vendredi 6 février 2026

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La signature du nouvel accord de commerce et d'investissement réciproque entre l'Argentine et les États-Unis marque un tournant silencieux mais profond dans l'intégration internationale du pays. Il ne s'agit ni d'un accord de libre-échange traditionnel, ni d'un élargissement équilibré des échanges bilatéraux.

Nous sommes confrontés à une situation différente et plus délicate : l'imposition d'un carcan commercial, réglementaire et technologique qui restreint considérablement l'autonomie économique, industrielle et scientifique de l'Argentine. Sous couvert de « *réciprocité* », l'accord consacre une structure profondément asymétrique. L'Argentine assume des engagements importants, détaillés et vérifiables ; les États-Unis conservent une large marge de manœuvre, discrétionnaire et réversible. Il n'en résulte pas une intégration, mais une subordination réglementaire.

De la politique commerciale à la politique d'alignement

L'essence de cet accord ne réside pas dans les droits de douane – qui sont limités, sectoriels et conditionnés – mais dans le cadre réglementaire. L'Argentine s'engage à respecter les normes techniques, sanitaires, industrielles et technologiques définies par les agences américaines, couvrant un large éventail de secteurs, de l'automobile aux dispositifs médicaux, en passant par l'agriculture et les services numériques.

Ce changement est significatif : la politique commerciale cesse d'être un outil de développement et devient un mécanisme d'alignement stratégique. La souveraineté réglementaire – la capacité de l'État à définir des règles en fonction de ses priorités productives, sanitaires et sociales – s'érode au profit d'un cadre importé conçu pour protéger des intérêts extérieurs.

Le transfert de souveraineté réglementaire n'est pas une abstraction juridique : il a des conséquences concrètes sur la vie quotidienne et la santé publique. En contraignant l'Argentine à accepter les certifications et autorisations d'organismes étrangers comme équivalents automatiques, l'accord affaiblit le rôle des agences nationales de réglementation, qui cessent d'être les garantes ultimes de l'intérêt public. Ceci ouvre la voie à l'entrée de médicaments, de dispositifs médicaux et de produits pharmaceutiques actuellement interdits ou soumis à des restrictions en Argentine pour des raisons de santé, de sécurité ou d'efficacité prouvée. L'État passe de la réglementation à la validation, et la politique de santé se trouve subordonnée à des normes définies hors du pays, sans pleine capacité de contrôle indépendant ni d'adaptation aux besoins locaux.

Recul industriel : dans la compétition sans outils

L'expérience historique est claire : aucun pays n'a atteint le développement industriel sans le soutien de politiques publiques. La réglementation intérieure, les marchés publics, les normes techniques nationales et la protection intelligente ont été des outils essentiels à ce développement.

Le nouvel accord va à l'encontre de cette tendance. Il limite la capacité à promouvoir les fournisseurs locaux, affaiblit le lien entre le gouvernement et l'industrie et restreint la portée des politiques de substitution aux importations, des

chaînes de production et des transferts de technologie. De fait, il renforce un modèle où l'Argentine consomme des technologies importées tout en ayant de moins en moins de capacité à les produire, à les adapter ou à les améliorer.

Le risque n'est pas théorique : il s'agit d'une désindustrialisation réglementée, où les règles elles-mêmes empêchent le développement des capacités nationales et renforcent une structure productive dépendante.

Économie du savoir : les brevets comme barrière, et non comme incitation

L'un des chapitres les plus préoccupants concerne la propriété intellectuelle. L'accord impose un régime de brevets plus rigide, plus étendu et plus punitif, aligné sur les normes les plus strictes du système américain. Il prévoit l'élargissement des droits de monopole, le renforcement des sanctions et l'accélération des réformes juridiques, qui répondent davantage aux intérêts des grandes entreprises technologiques et pharmaceutiques qu'aux besoins du développement local.

Loin de favoriser l'innovation en Argentine, ce système tend à accroître le coût d'accès au savoir, à restreindre la recherche appliquée et à limiter la production de médicaments génériques, de biotechnologies et de produits développés localement. Pour un pays doté d'universités publiques, d'un système scientifique solide et d'entreprises technologiques en pleine croissance, cela représente un obstacle direct à l'économie du savoir. Les brevets, initialement conçus comme un levier d'innovation, deviennent ainsi des barrières à l'entrée qui renforcent la dépendance technologique et renforcent les inégalités existantes.

Restriction technologique et exclusion nucléaire

La logique du contrôle technologique s'étend même à un secteur aussi sensible que le nucléaire. L'accord comprend des clauses qui, sous couvert de sécurité économique et nationale, limitent explicitement la possibilité d'acquérir des réacteurs, du combustible nucléaire et de l'uranium enrichi auprès de fournisseurs non alignés sur les États-Unis. Ceci a des répercussions directes sur les projets stratégiques que l'Argentine développe avec la Chine, comme la centrale nucléaire de Hualong, financée par la Chine et utilisant de l'uranium enrichi comme combustible.

En réalité, cet accord conditionne non seulement une décision technologique souveraine, mais bloque également toute possibilité concrète de financement, de transfert de technologie et de poursuite de l'exploitation du complexe nucléaire argentin, l'un des rares secteurs où le pays conserve des capacités scientifiques, industrielles et d'ingénierie de haut niveau. Il ne s'agit pas d'une question de préférence technique, d'évaluation des coûts ou de sécurité : c'est une exclusion géopolitique qui redéfinit les technologies que l'Argentine peut – et ne peut pas – adopter.

Minéraux sensibles : fournisseur sans décision

L'accord redéfinit également le rôle de l'Argentine dans des secteurs stratégiques tels que le lithium, le cuivre et d'autres minéraux sensibles. Il établit une priorité explicite pour les États-Unis en tant que partenaire commercial et d'investissement, limitant ainsi les possibilités de diversification des alliances et de négociation de transferts de valeur ajoutée.

L'Argentine se positionne comme un fournisseur fiable d'intrants stratégiques, mais sans garantie d'industrialisation locale, de développement technologique associé, ni d'intégration dans des chaînes de valeur complexes. C'est la vieille logique extractive, désormais déguisée en sécurité économique.

L'accord en tant qu'instrument de la doctrine Trump

Ce corset commerciale n'est ni une anomalie ni une concession isolée : elle constitue la traduction économique concrète de la nouvelle doctrine de sécurité stratégique américaine, exposée dans le document publié par l'administration Trump en novembre dernier. Dans ce document, la Chine est définie non seulement comme un concurrent, mais aussi comme une menace structurelle, et la nécessité de limiter, de contenir et, si possible, d'exclure sa présence des chaînes de valeur, des infrastructures critiques et des écosystèmes technologiques des pays tiers est ouvertement affirmée.

L'accord avec l'Argentine doit être interprété non pas comme une politique commerciale bilatérale, mais comme un instrument opérationnel de cette stratégie visant à remodeler le paysage économique sud-américain selon les critères de sécurité américains. Les restrictions imposées aux fournisseurs de technologies, le blocage des projets nucléaires avec la Chine, la priorité exclusive accordée aux minéraux sensibles, l'harmonisation des contrôles à l'exportation et l'imposition de normes réglementaires ne visent pas à améliorer la compétitivité de l'Argentine, mais plutôt à restreindre sa marge de manœuvre face à la Chine, limitant ainsi sa capacité à diversifier ses partenaires et à mener une diplomatie économique indépendante dans un monde multipolaire.

Une décision aux conséquences considérables

Cet accord ne doit pas être analysé comme un simple événement technique ou circonstanciel.

Il implique une transformation structurelle de la manière dont l'Argentine s'intègre au système international : moins d'autonomie, une politique industrielle réduite et une capacité technologique propre amoindrie.

La question fondamentale n'est pas idéologique, mais historique : voulons-nous un pays intégré au monde en tant qu'acteur doté de ses propres capacités ou en tant qu'économie régulée depuis l'extérieur ?

Le nouvel accord avec les États-Unis, tel qu'il est actuellement conçu, fait dangereusement pencher la balance en faveur de la seconde option.

Sabino Vaca Narvaja* pour [Página 12](#)

[Página 12](#). Buenos Aires, le 6 février 2026

Gustavo Sabino Vaca Narvaja est un politologue, professeur et diplomate argentin qui a été ambassadeur d'Argentine en République populaire de Chine.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES (en espagnol) :

- **L'Argentine a signé un accord de libre-échange avec les États-Unis.**

Cet accord limite les possibilités de développement du pays à sa relation avec les États-Unis. Impact sur l'industrie, les brevets, le big data et les ressources naturelles. Le Congrès décide (...)

- **Des minéraux sur mesure pour Trump :**

un engagement à faciliter son accès aux matériaux critiques et aux terres rares. Lithium, nickel, cobalt et bien d'autres. Washington en a besoin pour ne pas perdre la course face à la Chine. L'Argentine les fournit (...)

- **L'ARGENTINE DONNE TOUT ET NE REÇOIT RIEN : Ce que dit le texte en petits caractères de l'accord** Le ministère des Affaires étrangères, qui n'a même pas publié le texte en espagnol, a publié un communiqué soulignant des réalisations qui ne figurent pas dans le document officiel.

- **" class="spip_out" rel="external">>LA LIVRAISON AVANCE AU RYTHME ACCÉLÉRÉ DE TRUMP**

Les spécialistes consultés par Página/12 avertissent que l'accord consolide une relation asymétrique, conçue sur mesure pour servir les intérêts de la Maison Blanche.

Gustavo Sabino Vaca Narvaja* pour **Página12**

Página 12. Buenos Aires, le 6 février 2026.

***Gustavo Sabino Vaca Narvaja** (Córdoba, 8 avril 1975) est un politologue, professeur et diplomate argentin qui a occupé le poste d'ambassadeur d'Argentine en République populaire de Chine.

Traduit de l'espagnol depuis **El Correo de la Diáspora** par : Estelle et Carlos Debiasi.

El Correo de la Diaspora. Paris, le 6 janvier 2026.